

Ceux de Barcelone

H. E. KAMINSKI

Ceux de Barcelone

I D E M • V E L L E



A C • I D E M • N O L L E

ÉDITIONS ALLIA
16, RUE CHARLEMAGNE, PARIS IV^e
2003

AVANT-PROPOS

LES livres suivent les événements et ne leur ressemblent pas ; ils les rejoignent moins encore qu'Achille la tortue dans l'exemple classique. Que le temps ne respecte même pas la marge entre le travail de l'auteur et celui du typographe, je l'ai bien compris et senti au cours des semaines pendant lesquelles je transformais en livre ce que j'avais vu et vécu en Catalogne. Sans parler de la guerre qui inévitablement change sans cesse d'aspect, deux faits capitaux sont intervenus. D'abord la fermeture de la frontière française et le contrôle, beaucoup moins efficace, des frontières maritimes de l'Espagne occupée par les fascistes. Ensuite la nouvelle crise du gouvernement catalan et sa solution plutôt provisoire ; elle n'a d'ailleurs pas modifié les données de la situation que je me suis efforcé d'exposer.

Mais, si l'on écrit un livre comme celui-ci, il faut renoncer à la prétention de le tenir à jour. Les renversements les plus brusques sont le propre des révolutions et je ne crois pas que pour les décrire on doive attendre leur fin. Car une révolution se maintient et alors elle ne se termine jamais, ou bien elle ne trouve sa fin que par la victoire de la contre-révolution.

J'ai eu la chance de me trouver à Barcelone pendant les mois qui plus tard apparaîtront probablement comme décisifs. L'élan des journées de juillet était encore tout frais, mais il cédait déjà à une volonté plus réfléchie et plus disciplinée. Les improvisations des premières heures persistaient, mais elles prenaient déjà des formes plus stables, les hommes nouveaux commençaient à s'adapter à leurs nouvelles tâches et les transformations plus profondes pénétraient peu à peu dans la vie quotidienne. D'autre part, l'union des différentes organisations montrait déjà ses premières fissures, de vieilles rancunes se ranimaient, des dissentiments à peine apaisés s'accroissaient, les divergences réapparaissaient qui avaient disparu dans l'ivresse fraternelle des premiers combats.

Peut-être la première phase d'une révolution est-elle toujours la plus belle : quand toutes les espérances sont permises, quand tout semble facile, quand l'opposition entre l'idéal et la réalité s'évanouit, quand aucune routine n'entrave le vol des idées les plus audacieuses. J'ai connu tout cela – mais les heures d'angoisse aussi, les graves nécessités, les sombres périls.

Ce que j'ai trouvé surtout et partout, c'est une volonté farouche, indomptable : volonté de vaincre, de surmonter tous les obstacles, de se sacrifier au besoin. Et voilà la seule chose fixe, le seul fil conducteur dans la révolution catalane comme d'ailleurs dans toutes les révolutions.

Une révolution est bien le phénomène le plus complexe, le plus chaotique. Elle ne connaît pas de solutions uniques, elle est variée, multicolore, souvent contradictoire. Elle met tout en question, ne reconnaît aucune institution, n'accepte aucune autorité. Tout est à refaire et la vie commence comme au premier jour de l'humanité. En vain on cherche des chefs : les hommes ne sont que les vagues dans une mer immense agitée par des forces mystérieuses.

C'est cette force qui fait aujourd'hui de la petite Catalogne une grande puissance, non point par ses possibilités matérielles mais par son influence morale. Voilà pourquoi je ne parle pas des autres parties de l'Espagne, bien qu'en maintes régions gouvernementales la révolution soit beaucoup plus profonde que souvent on ne l'avoue. Mais en Catalogne seulement elle a vaincu. Après le déclin tragique de la Révolution russe, elle est le point de mire de tout un monde qui voit en elle un espoir et un commencement.

Paris, le 1^{er} mai 1937

UNE JOURNÉE ET SES CONSÉQUENCES

LES rails français et espagnols sont de largeur différente. Aussi faut-il quitter le train français à Port-Bou et passer de l'autre côté de la gare où se trouvent les voies espagnoles.

Le quai international est déjà situé en Espagne, mais en débarquant on n'aperçoit rien de particulier. Des porteurs, le contrôle des bagages et des passeports : tout se passe comme à l'ordinaire.

Avant d'obtenir la permission d'entrée définitive, il faut cependant se présenter au bureau de police, et brusquement le monde change d'aspect.

Le chef de la police porte la combinaison des miliciens, le foulard rouge et noir, le béret rouge et noir. C'est un anarchiste italien connu par un attentat. Des révolutionnaires de tous les pays assurent le service avec des Espagnols ; il y a un Français, un Allemand, un Américain. Chaque voyageur est ainsi interrogé dans sa langue.

– Avez-vous un passeport ? me demande-t-on.

Les passeports ne valent pas grand-chose à cette frontière. Les voyageurs qui veulent pénétrer dans le pays de la lutte antifasciste et de la Révolution ont besoin de bien d'autres légitimations. Quelques personnes seulement ont quitté le train avec moi, apparemment pour la plupart des intellectuels en liaison avec quelque groupe antifasciste. Chacun avec le papier que lui a délivré son organisation espère entrer enfin dans cette nouvelle terre promise. Voici un Américain, voici deux Tchèques qui vont à Madrid comme experts militaires. L'un après l'autre nous montrons nos autorisations. Un nouveau cachet : maintenant seulement nous sommes en Espagne.

Les hommes portent presque tous l'uniforme des miliciens, la blouse de mécanicien de couleur bleue, grise ou kaki. C'est une des créations originales de la Révolution espagnole, une invention géniale et anonyme. On rencontre aussi les uniformes de l'ancienne armée, ceux des carabineros. L'Espagne fut toujours le pays des uniformes : en dehors de l'armée il y avait une demi-douzaine de gen-

darmeries, et chaque corps avait sa tenue particulière. Seule manque à ce tableau la soutane noire des prêtres ; ils ont disparu.

Les vêtements bariolés qui tiennent à la fois du civil et du militaire ne permettent pas de reconnaître d'emblée si quelqu'un est de la milice ou non. Tout le monde porte des insignes et des inscriptions : sur la veste, à la manche, au béret. Ce sont presque toujours les lettres magiques des organisations anarchistes FAI et CNT aux couleurs rouge et noir. Le rouge des socialistes, des communistes et du POUM, le rouge-jaune-violet de la République Espagnole et le jaune de rouge de la Catalogne se perdent parmi elles. Le bref séjour à la gare de Port-Bou montre déjà la prédominance anarchiste en Catalogne.

Rien n'est plus émouvant que la naïve propagande que font les masses elles-mêmes. Sur toutes les maisons, sur tous les murs, sur tous les vêtements, sur les autos, sur les wagons, partout on trouve des inscriptions et des dessins qui symbolisent la lutte contre le fascisme et la volonté de la Révolution. Quelquefois ce sont de vrais tableaux ; les cheminots surtout ont, semble-t-il, un penchant pour la peinture.

Cette propagande n'a rien d'organisé ni d'artificiel, elle n'émane pas d'un ministère, elle sort des profondeurs de l'âme du peuple. Il y a cependant des affiches éditées par le gouvernement et les organisations politiques et syndicales. Avant tout elles exhortent les hommes à s'enrôler dans la milice. Je trouve plus impressionnantes encore celles qui s'adressent aux femmes. Sur une de ces affiches une jeune fille, semblable à la Marianne de la Révolution française, offre au spectateur un fusil, sur une autre on voit une vieille femme qui parle aux mères, d'autres enfin montrent des croix gammées et des faisceaux brisés. La plus puissante à mon goût est celle où un pied nu, chaussé seulement de l'espadrille des prolétaires espagnols, écrase une immense croix gammée. Mais cette publicité officielle est moins frappante que les formes spontanées dans lesquelles le peuple s'exprime lui-même.

La coutume en Espagne était d'apposer aux murs les faire-part de décès. Quand je sors de la gare pour me pro-

mener un peu dans Port-Bou, mon regard est attiré par un placard rouge encadré de noir ; aucune croix. L'organisation anarchiste de Port-Bou annonce qu'un camarade est mort pour la libération du prolétariat dans la lutte contre le fascisme.

Des enfants jouent dans la rue ; je suppose qu'ils jouent aux miliciens et aux fascistes ; plusieurs portent l'uniforme des miliciens. Leurs figures anémiques suffiraient à prouver combien un changement était nécessaire en Espagne. Ah ! il ne faut faire ici qu'un bien petit bout de chemin pour voir dans quelle misère et dans quelle saleté ce peuple vit, même dans cette Catalogne qui est la partie la plus riche de la Péninsule.

Le casino de Port-Bou est transformé en quartier général des organisations antifascistes. Dans la grande salle, l'ancienne salle de jeu, je présume, on aperçoit des fusils et des miliciens dormant sur des matelas. Toute la petite ville est pleine d'hommes armés. L'atmosphère est celle de toutes les révolutions, quelque peu désordonnée et bohème, et ce caractère est encore accentué par la vivacité et les violentes couleurs du Midi. On pense souvent aux tableaux de la Révolution française.

Les miliciens se promènent avec leur fusil ; peut-être même couchent-ils avec lui. N'y a-t-il pas une chanson russe qui parle du "camarade fusil" ? En Espagne aussi c'est ce camarade qui est maintenant le premier personnage.

Les nouveaux représentants de la force publique n'ont heureusement aucun orgueil bureaucratique. Ils ne se considèrent pas comme fonctionnaires, il semble même qu'ils ne veuillent pas le devenir. Il faut montrer fréquemment ses papiers, mais les contrôleurs sont aimables, modestes et souvent timides.

J'attends longtemps le train de Port-Bou pour Barcelone : le chemin de fer collectivisé sert surtout à la guerre. Mais il part et arrive à l'heure. Des miliciens le gardent, et en cours de route il me faut une nouvelle fois montrer mes autorisations.

Peu à peu le train s'emplit, à chaque gare des gens montent. Il y a toujours plusieurs classes. Personne ne voyage gratuitement dans mon compartiment. Je suis assis entre

l'homme qui a examiné mes papiers, toujours armé de son fusil, et un père tenant sur ses genoux deux gosses auxquels il donne du chocolat. Au dehors j'aperçois des tas de pierres tristes et délabrés : ce sont des maisons. Et un souvenir s'impose à moi : les clubs élégants de Barcelone, Madrid et Séville ; derrière leurs baies, comme à l'étalage d'une devanture, étaient assis les seigneurs du pays, chacun avec un crachoir près de son fauteuil somptueux.

Si l'Espagne et surtout la Catalogne ont aujourd'hui un aspect différent, cela est le résultat d'une journée, le 19 juillet.

Il y a eu beaucoup de dates historiques au cours de ces dernières années en Espagne. La monarchie libérale des Bourbons qui durait depuis un demi-siècle se transforma en 1922 en dictature militaire avec Primo de Rivera. Celle-ci, qui dura jusqu'en 1930, avait pour but de soustraire Alphonse XIII aux conséquences de la guerre du Rif contre Abd el Krim dans laquelle il avait compromis plus encore sa personne que sa politique. La dictature fut violente, stupide et incapable. Après huit ans elle mourut de caducité.

Le gouvernement semi-dictatorial qui lui succéda fut en 1931 contraint de consentir à des élections. Le peuple en profita pour prendre sa revanche. Le roi dut quitter le pays, la République fut proclamée.

Sa première phase démocratique dura jusqu'en octobre 1934. Puis la droite prit à nouveau le pouvoir. Les mineurs asturiens et la petite bourgeoisie catalane s'insurgèrent alors, mais ils furent battus et la répression fut sanglante. La République ressembla bientôt de plus en plus à la dictature, elle persécutait tous les gens de gauche, les scandales s'y succédaient sans cesse.

En février 1936, il y eut de nouvelles élections, le peuple reconquit une fois encore ses droits par le bulletin de vote. La deuxième période démocratique de la République commença.

Mais les gouvernements démocratiques étaient faibles et hésitants. Ils se contentaient de réformes superficielles, sans toucher aux ennemis du régime ; même les moins sûrs des généraux ne furent pas révoqués, on les déplaça simplement. Franco fut nommé capitaine général aux

Canaries, Goded aux Baléares. Les Mola, Queipo de Llano, Cabanellas commandaient dans les centres les plus importants. Les masses restaient insatisfaites, leur agitation causa des grèves incessantes, tandis que les réactionnaires préparaient le coup d'Etat.

Au début de juillet, le capitaine de la garde républicaine Del Castillo fut assassiné par des fascistes à Madrid. La garde républicaine y répondit par l'assassinat du chef monarchiste Calvo Sotelo. C'était pour les militaires le signal du combat. Franco, déguisé en Arabe, s'envola, à bord d'un avion anglais, des Canaries au Maroc et prit le commandement. Les garnisons de Séville, Saragosse et Burgos adhèrent tout de suite au mouvement.

Les officiers espagnols formaient une caste qui avait toujours fait de la politique ; les pronunciamientos étaient une institution stable en Espagne. Presque toujours victorieux, si par hasard ils échouaient, ils ne comportaient pas pour leurs auteurs des conséquences bien graves. C'étaient des querelles en vase clos de la classe dirigeante, la structure sociale du pays n'en était jamais affectée.

Cette fois encore la rébellion commença dans la forme classique du pronunciamiento. Les généraux étaient convaincus que leur tâche était simple. Il importait seulement de prendre en main les villes les plus importantes, Madrid et Barcelone surtout.

En Catalogne, la victoire du front populaire aux élections de février avait été plus grande encore que partout ailleurs. Les partis du front populaire composaient les deux tiers du parlement catalan, bien que de grandes masses ouvrières, fidèles au principe anarchiste, n'eussent pas pris part aux élections. Le gouvernement était formé surtout par la Esquerra avec, en tête, son président Companys.

La Esquerra avait tiré un enseignement de sa défaite d'octobre 1934. Il y avait peu de temps que ses chefs étaient revenus d'exil ou, comme Companys lui-même, sortis de prison. Elle était bien décidée maintenant à ne pas remettre une fois encore son sort aux mains des militaires.

Dans la seule Barcelone était casernée une division entière : deux régiments de cavalerie, trois régiments d'artillerie, quatre régiments d'infanterie, outre l'aviation et

d'autres armes spéciales. Quand parvinrent les premières nouvelles de la sédition, le président Companys convoqua le général de division Llano de la Encomienda et lui demanda quelle était la position de sa division devant les événements. Le général assura que les officiers étaient fidèles à la République. Apparemment il était de bonne foi. Dans une réunion, chacun des officiers lui avait donné sa parole d'honneur de ne pas prendre part à la rébellion.

Le gouvernement restait tout de même méfiant. Il avait d'autres informations beaucoup moins rassurantes que les déclarations de Llano de la Encomienda. Aux centres des organisations politiques et syndicales enfin, on n'avait aucune confiance dans la parole des officiers. La conjuration des généraux était depuis un certain temps le secret de polichinelle. Ils n'avaient pas réussi à déclencher une attaque simultanée au Maroc et dans toute l'Espagne, mais il n'était personne qui ne comprît que Barcelone ne demeurerait pas longtemps tranquille.

La ville se préparait à la lutte. Des casernes venaient de nouveaux serments ; personne cependant ne savait exactement ce qui s'y passait. La police et la gendarmerie se préparaient, le gouvernement pouvait compter sur elles. Mais, avant tout, se préparait le peuple.

Les ouvriers savaient quel était l'enjeu. Ceux qui possédaient des armes les mettaient en état ; ce n'était pas grand-chose : quelques fusils de chasse et quelques revolvers. Ils cherchèrent d'autres revolvers dans les carrés des officiers sur les bateaux ancrés au port. Ils étaient avides d'armes. Chaque pistolet qu'ils trouvaient les enthousiasmait, et leur appel au gouvernement pour obtenir des fusils devenait de plus en plus pressant.

Au palais du gouvernement, les chefs anarchistes allaient et venaient. Mais le gouvernement hésitait à armer le peuple. Le 18 juillet encore des membres de la FAI qui portaient des armes en public furent arrêtés par la police. L'influence de leurs chefs suffisait à peine à les faire relâcher.

La ville était en fièvre, les haut-parleurs annonçaient des nouvelles contradictoires. Dans les maisons des partis et des syndicats régnait, nuit et jour, la plus vive émotion. Tout le monde attendait. On attendait aussi dans le vieux

café des anarchistes qui, comme par ironie, s'appelle "A la Tranquilidad". Dans les hôtels se trouvaient des prolétaires de tous les pays, venus pour assister à l'Olympiade ouvrière. Ils voyaient, troublés et admiratifs, comment un peuple se préparait à défendre ses droits. Mais il n'était pas encore certain qu'il y aurait lutte.

La brève nuit d'été se dissipait lentement dans l'aube du 19 juillet : c'était un dimanche. A quatre heures du matin, les troupes quittèrent la caserne Pedralbes et descendirent le long du Diagonal, la plus grande rue de Barcelone, vers le centre de la ville. Les officiers avaient dit aux soldats qu'ils allaient combattre une révolte communiste. Chaque homme avait reçu à jeun deux verres de rhum. La troupe était en outre renforcée par de nombreux civils qui grossissaient ses rangs. En hâte on leur avait donné des uniformes. Beaucoup d'entre eux ne portaient que la vareuse avec leurs vêtements habituels.

Les troupes atteignirent sans difficulté la périphérie de la ville. Mais à cinq heures les sirènes de toutes les usines donnèrent le signal de la résistance. Pendant deux heures elles hurlèrent sans cesse, et déjà des coups de fusil retentirent, des bombes explosèrent, des mitrailleuses ronronnèrent, et à ce bruit infernal se mêlèrent les cris des blessés et les râles des agonisants.

Ce n'est qu'après les premiers combats que le gouvernement se déclara prêt à donner des armes aux ouvriers. Leur nombre resta limité. Les anarchistes ne reçurent pas plus de cinquante ou soixante pistolets. Mais à dix heures déjà, les ouvriers avaient pris une première mitrailleuse aux fascistes.

La troupe arriva jusqu'à la Plaza de Cataluña. En route, cependant, elle avait dû laisser des détachements sur toutes les places publiques. La résistance grandit rapidement, on lutta Plaza de España et Plaza de la Universidad. La vaste Plaza de Cataluña, au centre de la ville, fut un champ de bataille où tombèrent hommes et chevaux.

Les régiments de Pedralbes attendirent en vain ceux des autres casernes. Ils durent se retirer dans l'hôtel Colon et dans l'immeuble de la Société des Téléphones. Le canon tonna. Quelques heures plus tard les deux immeubles

furent conquis de haute lutte. A l'hôtel Colon, les vainqueurs libérèrent les clients enfermés par les défenseurs dans les caves et les cabinets.

A onze heures, le général Goded arriva en avion des Baléares. Il passait pour un des meilleurs généraux espagnols. Il destitua le général de division et prit lui-même le commandement. Les deux généraux se prirent violemment à partie ; les soldats entendirent cette scène des couloirs de la Capitania.

Déjà, cependant, les antifascistes avaient l'avantage. Les officiers des divers régiments avaient commis la faute de ne pas marcher en même temps. Dès lors, la plupart des casernes et édifices militaires furent encerclés et assiégés. Le régiment de la caserne Parqué sortit bien, mais il fut forcé de battre en retraite.

Un peu partout des barricades jaillirent du sol. Bientôt le peuple en sortit et commença d'attaquer. Peu à peu la troupe dut passer à la défensive. Des soldats maintenant construisaient des barricades. Des ouvriers dans de lourds camions foncèrent sur elles, les chauffeurs allaient à la mort et ils le savaient, mais les barricades s'écroulèrent.

A côté des ouvriers combattaient la police et la gendarmerie, des aviateurs bombardaient les rebelles, c'étaient les seules troupes avec celles de l'intendance qui fussent restées fidèles au gouvernement. Mais les héros du jour étaient des ouvriers sans instruction militaire.

Les drapeaux des organisations ouvrières flottaient sur les barricades. Les chants de la révolution retentissaient. En quelques heures, Barcelone se transformait. Il n'y avait plus de moyens de communication. Toutes les autos étaient arrêtées ; on en avait besoin. Dans beaucoup de rues le passage était à peine possible, le pavé était arraché, à chaque instant des hommes armés retenaient les passants pour les fouiller. On n'avait jamais vu les anarchistes en public, maintenant leur drapeau noir et rouge flottait partout et déjà même sur les édifices publics.

De quelques églises des coups de feu partirent. Les masses les prirent d'assaut. On apporta des bidons d'essence, on amassa tout ce qui pouvait brûler. Bientôt toutes les églises de la ville flambèrent. Seules la cathé-

drale et quelques autres églises de valeur artistique furent épargnées.

Le 20 et le 21, les casernes furent prises l'une après l'autre. Durruti dirigea l'attaque contre la caserne Atarazanas, Ascaso tomba devant elle, le fort Montjuich, dont les batteries dominaient le port se rendit sans lutte.

L'après-midi du 21, les fascistes ne tenaient plus que sur quelques points. Leurs chefs se trouvaient dans la Capitania. Les ouvriers mirent les canons qu'ils avaient pris en position contre elle. Ils demandèrent aux officiers de se rendre. Enfin, le général Goded fit hisser le drapeau blanc. Le quartier général des rebelles céda.

La radio de Barcelone avait émis sans cesse pendant ces trois jours des appels, des discours, des nouvelles. On entendit alors par le haut-parleur une voix fatiguée et sans timbre : "Ici le général Goded. Je m'adresse au peuple pour déclarer que le sort a été contre moi et que je suis prisonnier. Je le dis afin que tous ceux qui ne veulent pas continuer la lutte se sentent déliés de tout engagement envers moi."

Fait prisonnier, Goded avait été transporté au palais du Gouvernement. Il avait d'abord refusé de faire cette déclaration. Mais Companys lui ayant rappelé qu'en 1934 il avait lui-même avoué sa défaite devant le micro pour éviter qu'on versât inutilement d'autre sang, Goded consentit enfin.

Le général eut la possibilité de parler en public une autre fois encore. Ce fut à l'audience du tribunal de guerre qui le condamna à mort.

Six cents morts gisaient dans les rues, plus de trois mille blessés furent transportés dans les hôpitaux. Mais dès le soir du 19 juillet le visage de Barcelone avait changé.

Les officiers qui avaient pris part à la rébellion furent tous traduits devant les tribunaux militaires. Par contre, on ne punit pas les soldats, le peuple fraternisa avec eux, on considéra qu'ils avaient été abusés.

Barcelone donnait l'exemple à toute l'Espagne. En Catalogne, les autres garnisons n'osaient plus bouger. A Valence et dans toute la province de la Levante, les tentatives de mutinerie furent vite réprimées. A Madrid, où la

troupe se révolta un jour plus tard qu'à Barcelone, elle fut assiégée et vaincue dans ses propres casernes.

Barcelone avait fait échouer le pronunciamiento des généraux. Après le 19 juillet, ils ne réussirent plus à prendre une seule ville par un coup de main.

Une époque de l'histoire espagnole était ainsi terminée. Ce qui vient ensuite n'est plus une querelle intérieure à la classe dirigeante et à l'ordre social établi mais une guerre civile entre deux classes, entre deux mondes.

Les généraux ont provoqué cette lutte décisive. Petit à petit toute la vieille Espagne s'est alliée avec eux, les monarchistes alphonstistes et les carlistes, les radicaux et les cléricaux, les vieux phalangistes et les droitiers nouvellement conquis au fascisme, les grands féodaux des latifundia et les grands capitalistes des villes. Bien entendu, l'Eglise est à leurs côtés, comme toujours lorsque la réaction espagnole entre en scène.

En face, il y a le peuple espagnol. Les ouvriers, les paysans, les petits-bourgeois luttent ensemble contre une petite minorité qui veut les priver de leurs droits. Il ne faut jamais oublier que la relation entre majorité et minorité est cette fois-ci fixée en chiffres. Les généraux se sont révoltés contre le gouvernement légal. Toute la réaction réunie combat un état de choses créé en de libres élections par la volonté d'une immense majorité.

Les "nationaux" luttent contre leur propre pays ; afin de recevoir l'aide de l'étranger, ils vont jusqu'à céder du territoire espagnol à d'autres puissances. Peut-on encore considérer comme espagnoles les Baléares ? En fait, les Italiens y gouvernent. Aussi n'est-ce pas à tort que les anarchistes eux-mêmes appellent la lutte contre le fascisme une guerre d'indépendance nationale, semblable à celle que le peuple espagnol a faite, il y a un siècle, contre Napoléon.

L'alliance conclue le 19 juillet entre les ouvriers et les petits-bourgeois de la Catalogne n'avait pas comme base des tractations politiques. Elle fut conclue spontanément. Ce ne fut qu'après coup que les combattants comprirent vraiment ce qui s'était passé. Les anarchistes avaient combattu côte à côte avec la police, les gens de la Esquerra avec les communistes. Les partis catalans sont tous aussi

des partis paysans, et les paysans eux-mêmes s'empressèrent d'adhérer au pacte d'unité que les ouvriers et les petits-bourgeois avaient signé de leur sang.

Lorsque les alliés se mirent ensuite à négocier, les décisions principales étaient déjà prises. La lutte antifasciste avait évolué en Révolution sociale, l'ancien ordre n'existait plus, tout le pouvoir était aux mains des révolutionnaires. Le peuple lui-même avait agi. Le gouvernement, la police, la Esquerra, le parti des *rabassaires* (métayers), tous avaient, comme à leur insu, lutté pour la Révolution et étaient devenus, soudain, des révolutionnaires.

La nouvelle milice était en réalité le seul pouvoir exécutif du pays. Le comité de la milice auquel s'ajoutaient bientôt un comité des vivres et un conseil économique antifasciste, représentait le véritable gouvernement. L'ancien gouvernement avec les forces sur lesquelles il s'appuyait ne pouvait que reconnaître le fait accompli. Il faut dire qu'il le faisait sans résistance aucune et même de bon cœur.

Les deux gouvernements coexistèrent un certain temps. Quelques semaines plus tard ils se confondirent. Les anarchistes entrèrent dans le gouvernement qui prit alors le nom de Generalidad, pour que fût sauvegardée, au moins dans les termes, leur doctrine, hostile par principe à tout pouvoir établi.

Les antifascistes de toutes nuances luttent ensemble dans toute l'Espagne. Mais en Catalogne, le 19 juillet, a créé des faits dont l'importance historique dépasse de loin la défense antifasciste. Si ce sont des antifascistes qui pendant ces journées ont combattu, c'est bien la Révolution qui a vaincu.

La Révolution règne et construit. Une nouvelle Catalogne est née et, chaque jour davantage, elle fonde un ordre nouveau.